

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA POSITION DE LA COMMISSION GLOBALE SUR LA CRISE DES OPIOÏDES EN AMÉRIQUE DU NORD



LA CRISE DES OPIOÏDES EN AMÉRIQUE DU NORD

(Genève, lundi 2 Octobre 2017)

La Commission globale de politique en matière de drogues publie aujourd'hui sa position sur *La crise des opioïdes en Amérique du Nord*. Avec près de 64 000 décès liés aux surdoses rien qu'aux États-Unis l'année dernière, il est difficile de minimiser la portée de la situation sanitaire liée aux opioïdes. Les membres de la Commission globale, dont certains ont connu des crises similaires alors qu'ils occupaient les plus hautes fonctions politiques dans leur pays, partagent ici leur position et leurs recommandations, afin de contribuer à mettre fin à cette crise.

Consciente qu'un grand nombre de recherches a déjà été mené à ce sujet, cette position apporte un point de vue externe pour alimenter les débats nationaux qui ont lieu aux États-Unis et au Canada. La Commission souligne la nécessité d'améliorer et d'étendre les services de traitement et de réduction des méfaits, dont les thérapies de substitution et le traitement avec prescription d'héroïne. Elle recommande également une régulation des opioïdes sur ordonnance équilibrée, afin d'offrir un traitement de la douleur efficace tout en minimisant les possibilités de détournement. Elle met en garde contre une réduction de l'offre des opioïdes sur ordonnance avant que des mesures de soutien ne soient mises en place.

La Commission appelle aussi à la dépénalisation *de facto* de la consommation des drogues et de la possession pour usage personnel aux niveaux des municipalités, des villes ou des États/Provinces. De tels délits ne devraient pas être poursuivis, afin d'assurer que toute personne puisse accéder aux services sociaux et médicaux dont elle a besoin, sans crainte d'être punie. Enfin, la Commission globale suggère la mise en place de programmes pilote afin de réguler légalement les drogues aujourd'hui illicites et récupérer le marché des mains du crime organisé.

La Commission appelle à la régulation des substances psychoactives depuis 2011, et voit dans cette crise des opioïdes un échec de la régulation pour usage médical. La crise des opioïdes, caractérisée par la transition de la consommation licite d'opioïdes sur ordonnance à l'héroïne illicite, démontre également les limites étroites et arbitraires qui existent entre les substances légales et illégales.

Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Suisse et présidente de la Commission globale de politiques en matière de drogues, dit: « En 2017, la Suisse a célébré 25 ans de politiques de réduction des méfaits et de traitement avec prescription d'héroïne. Les décès liés à la drogue ont diminué de 50% au cours de la première décennie de mise en œuvre. Il y a également eu une diminution de 82% des patients qui vendaient de l'héroïne sur le marché noir pour soutenir financièrement leur propre usage. »

Jorge Sampaio, ancien président du Portugal et membre de la Commission globale de politique en matière de drogues, dit : « Dans les années 1990, le Portugal connaissait de graves épidémies d'héroïne et de VIH, avec des scènes ouvertes de drogues et des taux de surdoses en forte hausse. Nous y avons répondu en changeant notre approche de l'addiction afin de la traiter en premier lieu comme un problème de santé publique. Ce changement a permis aux personnes qui consomment des drogues de bénéficier des services adéquats sans craindre la répression légale. Aujourd'hui, le Portugal a l'un des taux de surdoses liés aux drogues les plus bas d'Europe. »

« Les sites de consommation supervisée se sont révélées très efficaces pour prévenir et réduire les méfaits liés à l'usage de drogues, combinées à d'autres services tels que des programmes d'échange de seringues et des interventions psychosociales », dit Michel Kazatchkine, ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et membre de la Commission globale. « Les États-Unis

devraient envisager leur mise en œuvre immédiate, comme le fait le Canada, pour alléger le poids de cette crise qui affectent les personnes qui consomment les drogues ainsi que la population en général. »

TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT (en anglais)

TÉLÉCHARGER LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE (pdf)

FIN

Pour plus d'information et pour arranger un entretien avec un Commissaire:

Eric Grant

Chargé de communication

+41 79 124 1523

eric.grant@globalcommissionondrugs.org

Note aux éditeurs

La Commission globale de politique en matière de drogues a été créée en 2011 par des responsables politiques ainsi que des personnalités du monde culturel et de la sphère économique et financière. Elle compte actuellement 23 membres, dont dix anciens chefs d'État ou de gouvernement et un ancien secrétaire général des Nations unies. La Commission s'est donné pour mission de promouvoir des réformes des politiques en matière de drogues, aux niveaux national, régional et international. Ces réformes doivent s'inscrire dans le cadre des politiques de santé publique, d'intégration sociale et de sécurité, dans le strict respect des droits humains.

La Commission globale de politique en matière de drogue a publié six rapports depuis sa création, à commencer par [La guerre aux drogues](#) en 2011, qui expose l'étendue de l'échec et des dommages causés par cinq décennies de prohibition et de mesure punitives. En 2014, [Prendre le contrôle : sur la voie des politiques efficaces en matière de drogues](#) a mis l'accent sur les approches de santé publique, la décriminalisation et des alternatives à l'incarcération. Le rapport a aussi lancé un appel pour la réglementation légale des substances psychoactives.

Les trois autres rapports de la Commission globale de politique en matière de drogues sont de nature plus technique et soulignent l'impact négatif de la prohibition des drogues sur les questions de santé publique, dont le VIH/sida ([Comment la criminalisation de l'usage de drogues aggrave la pandémie mondiale](#), 2012), l'hépatite C ([L'épidémie cachée d'hépatite](#), 2013), et l'accès aux médicaments ([La crise mondiale des souffrances inutiles](#), 2015).

Dans son dernier rapport 2016, [Pour une véritable dépénalisation des drogues](#), la Commission globale recommande de n'imposer aucune pénalité d'aucune sorte aux personnes consommant des drogues, afin de réduire les risques pour la société et pour les individus, telles que le crime, les décès liés aux drogues et les infections à VIH.

www.globalcommissionondrugs.org

Twitter: [@globalcdp](https://twitter.com/globalcdp)



**GLOBAL
COMMISSION ON
DRUG POLICY**

PO BOX 1672 | 1211 Geneva 1 | Switzerland
+41 22 908 43 75
secretariat@globalcommissionondrugs.org
www.globalcommissionondrugs.org

Facebook: www.facebook.com/globalcommissionondrugs

